

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 09/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE NOUVELLE CHALLENGER

lieu-dit Le Bois de l'Eglise
33138 Lanton

Code AIOT : 0005206724

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE CHALLENGER implanté lieu-dit Le Bois de l'Eglise 33138 Lanton. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE NOUVELLE CHALLENGER
- lieu-dit Le Bois de l'Eglise 33138 Lanton
- Code AIOT : 0005206724
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les arrêtés préfectoraux du 11 mars 2022 ont confié à l'ADEME l'exécution de travaux d'office pour

la mise en sécurité du site CHALLENGER à LANTON dans le cadre d'une opération conjointe avec les collectivités (la COBAN et la mairie de Lanton), pour une occupation temporaire de la parcelle concernée dont l'échéance était prévue au 11 septembre 2024. Les opérations confiées consistent au confinement sur site de l'ensemble des déchets présentant un risque d'incendie du dépôt SN CHALLENGER, en utilisant les terres de l'ancienne décharge communale de LANTON à l'issue d'opérations de criblage, permettant de supprimer le risque incendie. L'intervention prévue ne pourra se dérouler qu'à partir de l'automne 2025 dans la mesure où une première expertise écologique réalisée en juin 2023 a dû être complétée afin de constituer un dossier qui a été transmis à la DREAL le 30 juillet 2024. L'étude présentée par le bureau d'études de l'ADEME n'a pas appelé d'observation de la DREAL. Ainsi, par courrier du 9 août 2024, la DREAL a confirmé que l'intervention telle que présentée dans le dossier, ne nécessitait pas de demande de dérogation au titre des espèces protégées. Néanmoins, l'intervention devra se dérouler conformément aux recommandations du bureau d'études.

C'est pourquoi, afin de respecter ces recommandations, le planning d'intervention a été décalé pour une intervention prévue à l'automne 2025 : les arrêtés préfectoraux du 11 mars cités ci-avant ont été complétés par arrêtés préfectoraux complémentaires du 9 septembre 2024 en ce sens.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en sécurité ADEME	AP Complémentaire du 09/09/2024, article 1	Sans objet
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R512-39-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien mis en sécurité : son accès n'est possible que sur autorisation. De plus, le confinement des déchets était en grande partie réalisé le jour de la visite et les opérations étaient programmées pour se terminer courant novembre 2025. Les mesures d'évitement et de réduction prévues vis à vis des espèces protégées ont bien été mises en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité ADEME

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : " Il est procédé à l'exécution des travaux suivants, aux frais des personnes physiques et morales responsables du dépôt de déchets abandonnés sur l'ancien site SN Challenger, sis sur le territoire de la commune de Lanton à l'adresse suivante « Bois de l'Eglise », responsable des déchets : <ul style="list-style-type: none"> • confinement sur site de l'ensemble des déchets présentant un risque d'incendie du dépôt SN CHALLENGER, en utilisant les terres de l'ancienne décharge communale de Lanton (33 138) à l'issue d'opérations de criblage, permettant de supprimer le risque incendie. Les opérations que la réalisation de ces travaux rend indispensables doivent demeurer conformes à la réglementation relative aux espèces protégées. »

Constats :

Le confinement sur site des déchets présentant un risque d'incendie du dépôt SN CHALLENGER, en utilisant les terres de l'ancienne décharge communale était en grande partie réalisé le jour de la visite. La visite a permis de constater la bonne réalisation du criblage et la séparation des déchets et des terres fines. Les opérations devaient s'achever en novembre.

De plus, les mesures d'évitement et de réduction proposées par le bureau d'études pour préserver les lieux de production et d'habitat des espèces protégées ont bien été mises en place et visibles pendant la visite : pierrier pour le lézard des murailles, boisement conservé pour les chauves souris, une bâche (filet anti-amphibien) pour empêcher les amphibiens de pénétrer le chantier (voir photos) et préservation de la lagune. Ces mesures sont bien visibles grâce à des petits panneaux qui indiquent leur présence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R512-39-1

Thème(s) : Risques chroniques, Cessation mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

Constats :

La visite a permis de constater que la mise en sécurité du site était bien effective. Le site est bien clôturé et surveillé. L'accès au chantier nécessite une autorisation expresse de l'**ADEME**. Les opérations décrites au point ci-avant permettent la suppression du risque incendie et la gestion des déchets présents sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe photos



Boisement pour chauve souris (au fond)



Pierrier pour le lézard des murailles



Bâche pour empêcher le passage des amphibiens de la lagune vers le chantier



Décharge communale qui reste à trier et cribler



Vue du dôme d'entreposage des déchets SN Challenger